



Bulletin de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg

Mitteilungsblatt der Handelskammer des Großherzogtums Luxemburg

Erscheinungsweise: sechsmal jährlich
Herausgeber: Chambre de Commerce,
10, bd. Roosevelt, Luxembourg, Tél. 47 20 41
Druck: Graphic Center Bourg-Bourger, Bertrange
Die mit dem Namen des Verfassers versehenen
Beiträge geben nicht unbedingt die Meinung der
Handelskammer wieder.

Présentation

Le Grand-Duché de Luxembourg détient le record européen et, probablement, mondial du nombre de publications périodiques par rapport au nombre d'habitants. Cette profusion d'organes de presse dénote-t-elle une activité intellectuelle particulièrement intense, un intérêt exceptionnel témoigné à la chose publique? Je n'oserais l'affirmer; c'est à d'autres d'en juger, notamment à des observateurs du dehors, qui disposent des éléments d'information nécessaires pour faire des comparaisons valables. Mais il me paraît incontestable que cette abondance de journaux, à périodicité plus ou moins espacée, reflète le caractère pluraliste d'une société qui assure la coexistence d'une multitude d'opinions et de manières de vivre.

En augmentant d'une unité le nombre des 371 périodiques publiés au Grand-Duché et recensés par la Bibliothèque Nationale, la Chambre de Commerce contribue à l'élargissement de cet éventail déjà si étendu. Elle pense que son apport sera utile aux quelque dix mille entreprises qui lui sont affiliées et constituera en même temps un enrichissement de notre presse professionnelle.

La décision de se doter d'un organe de presse, la Chambre de Commerce ne l'a pas prise à la légère, mais après beaucoup d'hésitations et en conclusion à de mûres réflexions.

En effet, on pouvait être d'avis que dans un pays aux dimensions réduites, où les communications sont abondantes et les relations humaines particulièrement faciles, la publication d'un organe de presse ne s'imposait pas pour assurer la liaison entre la Chambre de Commerce et les entreprises qui lui sont affiliées. Cela d'autant plus que les organisations professionnelles qui groupent en associations libres les entreprises des principaux secteurs de l'économie disposent depuis longtemps de périodiques bien conçus, largement répandus et rédigés en fonction des besoins particuliers des secteurs en question. Il nous paraissait cependant qu'à côté de ces publications, et sans vouloir les concurrencer, une feuille émanant de l'organisation professionnelle centrale et officielle de toute l'économie industrielle et commerciale du pays au sens le plus large, avait sa place.

Issue d'élections libres, la Chambre de Commerce est l'organisation représentative de tout le commerce de gros et de détail, de l'industrie, des banques, des compagnies d'assurances, des entreprises de transports, des hôtels, restaurants et cafés et de nombreuses entreprises de service. Elle peut parler légitimement au nom de quelque 10.000 entreprises. Il est donc juste qu'elle dispose d'un instrument lui permettant de se faire entendre pour faire connaître le point de vue de la partie prépondérante de l'économie nationale.

De plus en plus nombreux sont nos ressortissants qui trouvent que les avis de la Chambre

de Commerce, émis conformément à la loi au sujet des projets de loi et de règlement ayant trait à la vie économique et sociale du pays, méritent une publicité plus large que leur seule diffusion auprès des membres du gouvernement, de la Chambre des Députés et du Conseil d'Etat. En effet, ces avis sont souvent le fruit de longs travaux, d'études et de recherches approfondies, de consultations multiples et de patientes confrontations de points de vue parfois divergents. Leurs conclusions, par dosage prudent, cherchent à dégager la synthèse des intérêts sectoriels à la lumière de l'intérêt général. Il s'agit donc bien des fois de documents qui méritent d'être diffusés au-delà du cercle de ceux qui participent directement à l'élaboration des textes législatifs et réglementaires. Le nouvel organe de presse permettra de leur donner une publicité plus large en les reproduisant intégralement ou en résumé et en popularisant la présentation en cas de besoin.

En outre, on constate que l'économie, qui fait vivre le pays, est la grande inconnue. L'opinion publique ne se rend compte ni de la complexité de ses mécanismes délicats, ni de l'importance relative des différents secteurs qui la composent, ni des nombreux problèmes qui lui sont posés. A cet égard, le nouveau périodique entend faire oeuvre d'éclaircissement objectif et non passionné.

Les nombreuses interventions des pouvoirs publics sous forme de textes législatifs et réglementaires souvent longs et compliqués placent les chefs d'entreprise et surtout les petits patrons devant des difficultés souvent insurmontables. Un rôle de notre bulletin sera de faciliter leur tâche à cet égard. Par des exposés clairs et précis, par des informations constamment tenues à jour, le bulletin d'information de la Chambre de Commerce entend rendre plus accessible aux entreprises qui l'ont à appliquer une réglementation tendant à devenir tous les jours plus compliquée et plus prolifique. Il entend être un instrument de travail des entreprises, de leurs chefs, de leurs cadres et de leur personnel.

Remplissant le triple rôle de porte-parole des idées et des intérêts de l'économie libre, d'organe économique d'information et d'instrument de travail, notre bulletin veut favoriser le dialogue entre l'économie d'une part, les administrations et les institutions politiques d'autre part, et faciliter la communication permanente entre la Chambre de Commerce et ses ressortissants.

La Chambre de Commerce entend s'acquitter de cette tâche nouvelle dans un esprit ouvert et en vue d'un intérêt général. Parmi les organisations professionnelles du pays, elle présente la particularité de réunir en son sein une multitude de secteurs économiques dont les intérêts ne convergent pas toujours. Il arrivera donc que, sur les pages de son bulletin, on



trouvera exposés des points de vue différents et, parfois, opposés. C'est la fierté de notre Chambre d'opérer la synthèse d'opinions et d'intérêts divergents en fonction de l'intérêt national.

Il n'était pas facile de trouver un nom à la nouvelle publication. Le titre que nous avons retenu après beaucoup d'hésitations n'a pas le mérite d'une grande originalité, mais présente l'avantage d'être bref et frappant. Il évoque le nom d'un dieu qui symbolise l'ensemble des activités du commerce, dans le sens le plus large, celui précisément, que le mot «commerce» revêt dans le titre de notre Chambre. Ce messenger divin aux pieds ailés a fréquemment prêté son nom à des publications périodiques. Dans des langues diverses, le titre de «Merkur» est l'un des plus anciens de l'histoire de la presse européenne, et, jusqu'à nos jours, l'un des plus répandus. Pour les besoins de notre journal, nous avons naturalisé luxembourgeoise cette divinité, vénérée sur notre territoire à l'époque gallo-romaine.

Notre bulletin veut être un journal vivant, utile, profilé. Il se tiendra à l'écart de polémiques passionnées et de prises de position partisans, mais il présentera, avec toute la clarté désirable, le point de vue de l'économie et défendra les intérêts de ceux qui, chaque jour, par leur labeur et leur initiative, ensemble avec les milliers de salariés qu'ils emploient, forgent la prospérité nationale.

Emmanuel TESCH
Président
de la Chambre de Commerce

Zu den wichtigsten Aufgaben der Handelskammer gehören die gutachtlichen Äußerungen zu den Gesetzesvorlagen und den Entwürfen großherzoglicher Reglemente, die das Wirtschaftsleben betreffen. Im Nachstehenden werden die seit Beginn des

Jahres von der Handelskammer abgegebenen Gutachten angeführt. Die wichtigsten werden in gedrängter Zusammenfassung wiedergegeben. Interessenten steht auf Anfrage der Wortlaut der Gutachten zur Verfügung.

siven Einschränkung der Arbeitszeit auszuweiten. Die Handelskammer sieht in diesem Verhalten eine Verletzung des im Rahmen des WSR getroffenen Übereinkommens zwischen den Sozialpartnern, zumal in Zukunft ähnliche Übereinkommen zwischen den im WSR vertretenen Gruppen nicht erleichtert werden. Die Handelskammer kann ihre Zustimmung nicht erteilen zu Maßnahmen, die den Unternehmen zusätzliche Belastung aufbürden zu einem Zeitpunkt, wo die Schwierigkeiten infolge nachlassender Wirtschaftstätigkeit ohnehin groß genug sind.

Was die Absicht betrifft, den Samstag nicht mehr als halben Urlaubstag zu verrechnen, teilt die Handelskammer ebenfalls die Meinung des WSR, der sich dieser Maßnahme in Abschnitt 512 seines Gutachtens vom 18. Februar 1969 widersetzt hatte.

Die tiefgehende Umstrukturierung im einheimischen Bergbau läßt die in dem Gesetzesprojekt vorgesehene Zusatzurlaubmaßnahme als überflüssig erscheinen. Was schließlich die Absicht

24. März 1975

Allgemeinverbindlichkeitserklärung des Zusatzes IV vom 15. Dezember 1974 zum Kollektivvertrag im Bauwesen, der am 1. Mai 1970 abgeschlossen wurde.

4. April 1975

Gesetzprojekt betr. Schaffung eines wöchentlichen Ruhetages in den Kraftstoff-Verkaufsstellen.

Die Handelskammer beanstandet dieses Vorhaben des Gesetzgebers in dem Maße, wo alle Kraftstoff- und Servicestationen obligatorischerweise an einem Tag in der Woche schließen müßten. Handelt es sich jedoch ausschließlich darum, dem Personal einen wöchentlichen Ruhetag zuzusichern, findet die Maßnahme die ungeteilte Zustimmung der Berufsvertretung. Die vorgesehene Verpflichtung, dem allgemeinen Handwerkerverband den vorgesehenen Ruhetag mitteilen zu müssen, ist unannehmbar, weil die «Fédération des Artisans» eine rein private Berufsvereinigung ist. Die geplante Maßnahme verstößt

Die große Mehrheit der Lohnempfänger genießt bereits diesen Vorteil; eine derart enge und allgemeine Bindung der Entlohnung gibt es in keinem Land der EG.

Es ist nicht zu leugnen, daß die Verallgemeinerung der gleitenden Lohnskala vor allem die bescheidenen Einkommen gegen Kaufkraftverluste schützt, aber man kann andererseits nicht leugnen, daß der Automatismus dieser Maßnahme ebenfalls wirtschaftliche Folgen hat. Wenn es nämlich einerseits zutrifft, daß die Preishausse sich automatisch auf die Löhne überträgt, so ist der umgekehrte Vorgang ebenfalls in dem Maße zu beobachten, wo die Lohnsteigerung die Zunahme der Produktivität übersteigt und auf die Preise abgewälzt wird. Die Lohn-Preis-Spirale wird durch die automatische Indexanpassung in Bewegung gehalten und wenn diese Bewegung auch allmählich abnimmt, so ist die inflationistische Globalwirkung der Preis- oder Lohnerhöhungen jedenfalls ausgeprägter als in einem System ohne automatische Indexierung. Auch ist zu berücksichtigen, daß der dauernd zunehmende Dienstleistungsanteil am Gesamtumfang des Verbrauchers den inflationistischen Charakter der Indexierung verstärkt. Während die Lohnkosten in der Industrie je nach Sektor bis zu weniger als 30 % der Produktionskosten betragen, übersteigt dieser Satz 60 % in den Dienstleistungsbereufen, um zuweilen 90 % zu erreichen. Die Auswirkungen der Inflation werden hier ganz besonders fühlbar.

Seit der Reform von 1972 besteht in Luxemburg der Mechanismus einer im voraus ausbezahlten Indextranche, was den inflationären Trend beschleunigt. Auch ist zu berücksichtigen, daß jede Lohnerhöhung sich sofort im Index der Verbraucherpreise niederschlägt; da viele Dienstleistungen die monatlich zur Verbrauchsindex-Berechnung erfaßt werden, selbst indexiert sind, ergibt sich aus dieser eigenartigen Konstruktion, daß die Erhöhung des Verbrauchsindex sich automatisch in Sinne einer neuen Hausse auf diesen Index auswirkt. Die Handelskammer ist der Meinung, daß alle indexierten Erzeugnisse und Dienstleistungen aus der Zusammenstellung gestrichen werden sollen, die als Berechnungsgrundlage für den Index der Verbraucherpreise dient.

Die Handelskammer ist einerseits der Ansicht, daß es ungerecht wäre, nur eine Minderheit von Lohnempfängern von der automatischen Indexanpassung auszuschließen, aber in der für unser Land schwierigsten Periode seit 1945 stellt die Handelskammer die Frage, ob es aus psychologischen Gründen geschickt ist, die vorgesehene Maßnahme zu verwirklichen.

14. April 1975

Gesetzprojekt, durch das Abtretung und Pfandgabe für Lieferungen an den Staat neugeregelt werden sollen.

Durch das Gesetzobjekt 1522 soll ein Dekret des 26. Pluviöse-28. Ventöse an II abgeschafft werden, das privaten Gläubigern die Möglichkeit untersagte, Geldmittel zu pfänden, die der Staat Unternehmen für ausgeführte Arbeiten

14. Januar 1975

Entwurf eines großherzoglichen Reglementes zwecks Anwendung der Richtlinie des Ministerrates der Europäischen Gemeinschaften vom 24. Juli 1973, das auf dem Gebiet der Direktversicherung mit Ausnahme der Lebensversicherung die Niederlassungseinschränkungen abschafft.

14. Januar 1975.

Entwurf eines großherzoglichen Reglementes zwecks Anwendung der ersten Richtlinie des Ministerrates der Europäischen Gemeinschaften vom 24. Juli 1973 zur Koordinierung der gesetzlichen, reglementarischen und verwaltungsmäßigen Verfügungen betr. Zugang zu Tätigkeit und Ausübung der Direktversicherung außer der Lebensversicherung.

20. Februar 1975

Gesetzprojekt, das die Bestimmungen über den Jahresurlaub der Lohnempfänger und das Jugendarbeitsschutzgesetz abändert.

Der Staatssekretär im Ministerium für Arbeit und soziale Sicherheit hat die Handelskammer mit einem Gesetzprojekt mit der im Titel angegebenen Zielsetzung befaßt.

Der Gesetzesvorschlag erstrebt eine Ausdehnung des bezahlten Jahresurlaubs auf 21 Arbeitstage für die Lohnempfänger von 19 bis 29 Jahren und auf 25 Arbeitstage für die Lohnempfänger, die älter sind als 38 Jahre, sowie auch für die jugendlichen Arbeitnehmer. Gleichzeitig werden verschiedene Ausnahmeregelungen abberufen: der Samstag soll nicht mehr als halber Tag verrechnet werden und Sonderurlaub soll nach dem Gesetzesvorschlag aufgeschoben werden, wenn diese Urlaubstage auf einen Sonntag, einen gesetzlichen Feiertag, einen arbeitsfreien Werktag oder einen Ausgleichs-Urlaubstag fallen. Die Autoren des Gesetzesvorschlages berufen sich auf den Text der Regierungserklärung, in der angekündigt wurde, der Jahresurlaub für die Lohnempfänger im Privatsektor würde allmählich auf 25 Arbeitstage heraufgesetzt. Um den Regierungsstandpunkt zu erhärten, zitieren die Autoren des Gesetzesprojektes den Wirtschafts- und Sozialrat in seinem Gutachten vom 25. Juni 1974 zur wirtschaftlichen, finanziellen und sozialen Lage des Landes. Die Zitate sind jedoch aus ihrem Zusammenhang herausgelöst und der Leser soll den Eindruck bekommen, als habe der WSR sich für die in dem vorliegenden Gesetzesvorschlag vorgesehenen Maßnahmen geäußert. Das ist jedoch absolut nicht der Fall – der WSR hat keineswegs eine präzise Anzahl zusätzlicher Urlaubstage vorgeschlagen und er ist auch nicht für ein Vorverlegen des ausgedehnten Jahresurlaubs eingetreten. Vielmehr formulierte er die Auffassung, man solle die

Verallgemeinerung der Urlaubsdauer im Sinne einer Verlängerung mittelfristig anstreben und zwar am besten durch eine entsprechende Gestaltung der Kollektivverträge. Indem die Begründung des Gesetzesvorschlags das Gutachten des WSR vom 24. Juni 1974 fragmentarisch wiedergibt, stellt sie nicht nur den Sinn der WSR-Ausführungen, sondern unterschlägt auch ein anderes Gutachten des WSR vom 8. Februar 1969 über die Regelung der Arbeitszeit. Diese Tatsache ist um so schwerwiegender, als das im Rahmen des WSR verwirklichte Übereinkommen vorsieht, daß die Regierung (im Falle größerer Schwierigkeiten wegen ungünstiger Kon-

Gutachten der Handelskammer

junktorentwicklung) die Einführung der zweiten Etappe bei der progressiven Senkung der Arbeitszeit von 48 auf 40 Stunden aufzuschieben könnte; das Problem der Feiertage und des entlohnten Jahresurlaubs wurde in diesem Übereinkommen zusammen mit der Frage der Arbeitszeitsenkung behandelt. Der WSR betrachtet die Regelung der Arbeitszeit sowohl in Bezug auf die wöchentliche Dauer wie auch auf Feiertage und Urlaub als ein Ganzes; die Sozialpartner waren einverstanden, die 40-Stunden-Woche prioritär einzuführen, nach einem gestaffelten Zeitplan, dessen Endergebnis in der endgültigen und allgemeinen Festsetzung der 40-Stunden-Woche zum ersten Januar 1980 zu sehen war. Nunmehr gedenken die Autoren des Gesetzesprojektes, den bezahlten Jahresurlaub und die gesetzlichen Feiertage gleichzeitig mit der progres-

betrifft, Urlaubstage aus persönlichen Gründen aufzuschieben (Art. 16 des Urlaubsgesetzes vom 22. April 1966), sieht die Handelskammer keinen Grund, ihre Zustimmung zu erteilen. In ihrer Schlußfolgerung äußert die Handelskammer sich negativ zu dem Gesetzesprojekt.

11. März 1975

Gesetzliche Feiertage des Jahres 1976.

20. März 1975

Allgemeinverbindlichkeitserklärung des kollektiven Dienstvertrages der Bankangestellten.

24. März 1975

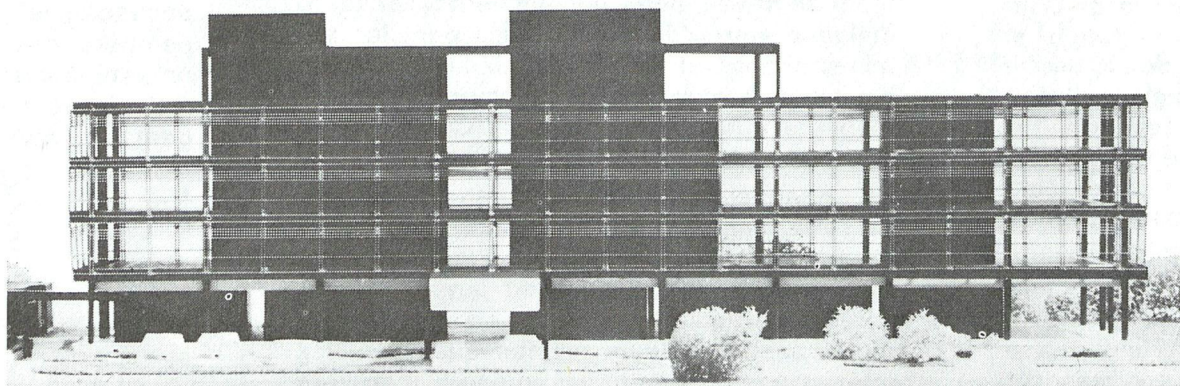
Vorprojekt eines großherzoglichen Reglementes betreffend die Normen der äußeren Qualität der im Handel vertriebenen Wald-Pflanzmittel.

schlechthin gegen die Verfassung und die elementare Vereinigungsfreiheit; lediglich die Berufskammern könnten einen derartigen Auftrag erhalten, und außerdem müßte neben der Handwerkskammer auch die Handelskammer vorgesehen werden, weil nicht alle Kraftstoffstationen handwerklichen Charakter haben. Die Handelskammer lehnt den vorgesehenen Text sowohl im Interesse der Gewerbetreibenden wie auch der Konsumenten ab.

10. April 1975

Gesetzprojekt betr. allgemeine Indexanpassung der Löhne und Gehälter.

Das (bereits in Kraft gesetzte) Gesetzprojekt verfolgt die obligatorische automatische Indexanpassung der Löhne und Gehälter, die gesetzlich, kollektiv oder einzelvertraglich geschuldet sind.



Maquette du Nouveau Hôtel de la Chambre de Commerce

oder Lieferungen schuldet. Luxemburg hat bisher eine «provisorische» Gesetzgebung aus der Periode von 1794 bis 1806 beibehalten, während Frankreich und Belgien längst entsprechende Reformen durchgeführt haben. Die luxemburgischen Unternehmen leiden unter einem ausgesprochenen Handicap, wenn sie bei Verdinggaben oder öffentlichen Märkten in Wettbewerb treten müssen zu ausländischen Unternehmen, die bedeutende Kapitalien besitzen oder die in ihren Ländern über großzügige Kreditmöglichkeiten verfügen. Die Mitarbeit von Banken bei der Finanzierung von bedeutenden Arbeiten für Rechnung des Staates wird auf der Risikoseite durch Abtretungen oder Pfandgaben erleichtert.

Der Gesetzesvorschlag 1522 übernimmt den Inhalt des belgischen Gesetzes ohne wesentliche Änderungen. Die Rückkehr zu den Vorschriften des Gemeinrechts durch die einfache Abschaffung von Dekreten aus vergangenen Zeiten hätte den großen Vorteil, daß die Schuldforderungen von Unternehmen an den Staat dem allgemeinen Regime unserer Gesetze unterliegen würden. Die Maßnahme wird den Unternehmen die Eröffnung von Krediten erleichtern, sofern sie Arbeiten durchzuführen haben, die ihre Eigenmittel überfordern. Die Finanzkraft der Unternehmen wird ohnehin in Anspruch genommen, weil die Bezahlung öffentlicher Arbeiten, im Vergleich zum Fortschreiten der Arbeiten, manchmal Verspätungen aufweist.

Die Handelskammer befürwortet eine Reform der bestehenden Gesetzgebung in dem Sinne, daß ausreichend Garantien erhalten bleiben zur Wahrung des Allgemeinwohls bei gleichzeitiger Abschaffung der Nachteile, die inländischen Unternehmen im Wettbewerb mit ausländischen Firmen entstehen können. Sollte die einfache Abschaffung der alten Texte den Autoritäten nicht genügen, müßte der in der Abgeordnetenversammlung deponierte Gesetzentwurf abgeändert werden. In diesem Fall müßte der Grundtext des Gesetzesvorschlags in einem Sinne abgeändert werden, der die in Belgien festgestellten Auslegungslücken und -schwierigkeiten berücksichtigen würde. Dem Gutachten der Handelskammer liegt ein überarbeiteter Text bei sowie ein Kommentar, die beide von der Bankvereinigung ausgearbeitet wurden.

22. April 1975

Gesetzprojekt zur Neuordnung des Niederlassungswesens

In ihrem umfangreichen Gutachten begrüßt die Handelskammer zunächst die Initiative des Mittelstandsministers, vor der Ausarbeitung des Gesetzesprojektes Kontakt mit den interessierten Berufsverbänden aufzunehmen, wodurch einige wesentliche Vorschläge zu den seit 1968 vollständig neugefaßten Texten Beachtung finden konnten. Die Handelskammer stellt einleitend eine starke Tendenz zur Konzen-

Detail

DIE SEITE DES EINZELHANDELS

Handel im Wandel

Der Handel gehört zu den bedeutendsten Zweigen des luxemburgischen Wirtschaftslebens. Nach den Mitgliederlisten der Handelskammer zählte der Handel 1974 etwa 5.600 Betriebe, wovon rund ein Zehntel auf den Großhandel entfielen. Er beschäftigt zur Zeit rund 20.000 Menschen als Inhaber, mithelfende Familienangehörige, Angestellte oder Arbeiter. Das ist etwa die doppelte Zahl aller in der Landwirtschaft Beschäftigten.

1972 wies der Handel einen Gesamtumsatz von 41 Milliarden Franken auf; er wurde in dieser Hinsicht nur von der Industrie übertroffen, deren Umsatz 56 Milliarden Franken betrug, während etwa das Handwerk 13 Milliarden Umsatz aufzuweisen hatte.

Vom Gesamtumsatz entfielen 26 Milliarden Franken auf den Großhandel, 16 Milliarden auf den Einzelhandel. Daß der Umsatz des Großhandels den des Einzelhandels beträchtlich übertraf, erscheint nur auf den ersten Blick verwunderlich. Man darf nämlich nicht vergessen, daß weitaus nicht alle Güter beide Stufen durchlaufen. Der Großhandel verkauft direkt an andere wirtschaftende Betriebe, die Großverbraucher sind, wie Industrie- und Handwerksbetriebe, Hotels, und auch an öffentliche Verwaltungen.

Die Zahl der in diesem wichtigen Wirtschaftsbereich tätigen Betriebe hat sich nach den Eintragungen im Register der Handelskammer bis zum Jahre 1970 stark erhöht. Sie ist von 5.640 im Jahre 1956 auf 6.225 im Jahre 1970 angestiegen. Seither aber ist ein Rückgang eingetreten, der die Betriebe auf 5.601 im Jahre 1974 absinken ließ. Demnach liegt heute die Zahl der Handelsbetriebe (Großhandel, Einzelhandel, Vertreter) leicht unter derjenigen von 1956.

Diese Entwicklung verlief keineswegs gleichmäßig, sondern weist nach Branchen und Gegenden starke Abweichungen auf. Allgemein ist im Detailhandel der

Rückgang beim Lebensmittelvertrieb. Hier sank die Zahl der Betriebe von 2.074 im Jahre 1956 auf 1.400 im Jahre 1974. Allein im letzten Jahr haben 31 Unternehmen des Lebensmittelhandels geschlossen. Auch im Textil- und Kleiderhandel ging die Zahl der Betriebe stark zurück; von 588 im Jahre 1956 sank sie auf 528 im Jahre 1974. Andere Branchen haben zahlenmäßig keine Einbußen erlitten, jedoch mit der Entwicklung der Bevölkerungszahl nicht Schritt gehalten. Das gilt vom Leder- und Schuhhandel. Stark angestiegen hingegen sind die Betriebe in den Branchen Haushaltswaren, Möbel, Elektrowaren (1956: 312; 1974: 592), die Fahrrad- und Nähmaschinen-geschäfte (1956: 97; 1974: 344) sowie die Läden für Schmuckwaren, Uhren und Optik (1956: 44; 1974: 131). Es handelt sich hier im allgemeinen um Waren für den gehobenen Bedarf, die auch eines gewissen Kundendienstes bedürfen. Auch regional sind Unterschiede zu vermerken. Lediglich im Lebensmittelhandel erstreckt sich der Rückgang auf alle Landesteile. Im allgemeinen aber weisen Luxemburg-Stadt, das Erzbecken außer der Stadt Esch, der Nord- und der Moselbezirk eine steigende Tendenz auf, während in der Stadt Esch und in Luxemburg-Land ein Rückgang zu verzeichnen ist.

Die zahlenmäßige Abnahme der Lebensmittelgeschäfte bedeutet natürlich nicht eine Verminderung des Branchenumsatzes, sondern spiegelt vielmehr einen Konzentrationsprozess wider, der teilweise dramatische Formen angenommen hat. Viele Klein- und Mittelbetriebe haben wegen ungenügender Rentabilität ihre Tore geschlossen, während zugleich neue Formen der Warenverteilung auftraten. Die traditionellen Formen des Handels sind insbesondere in der Lebensmittelbranche sehr stark den Selbstbedienungsläden gewichen, einer Betriebsform, die in großem Maße auch vom selbständigen mittelständischen Einzelhandel übernommen wurde. Daneben aber traten auf dem Gebiet der Selbstbedienung

Großbetriebe auf, die in ihrer Einkaufs- und Vertriebspolitik ganz neue, teilweise revolutionäre Wege einschlugen. Generell werden Selbstbedienungsläden nach ihrer Verkaufsfläche eingestuft. Man unterscheidet:

- die Superette, mit einer Verkaufsfläche von 120 bis 400 m²;
- den Supermarkt, mit einer Verkaufsfläche von 400 bis 2500 m²;
- den Hypermarkt, mit einer Verkaufsfläche von mehr als 2500 m².

Eine wichtige Frage ist, ob das luxemburgische Einzelhandels-system wirtschaftlich ist oder ob es im Verhältnis zu den Diensten, die es der Allgemeinheit leistet, nicht etwa zu umfangreich ist und in einer Volkswirtschaft, die sich bei Normallage durch einen ausgesprochenen Mangel an Arbeitskräften auszeichnet, nicht einen großen Teil der berufstätigen Bevölkerung an sich bindet. Im Jahre 1972 hat Professor Jules Stoffels eine Studie veröffentlicht, die auf Erhebungen aus dem Jahre 1958 beruht. Aus diesen Zahlen geht eindeutig hervor, daß damals das luxemburgische Verteilersystem keineswegs überbesetzt war. Vielmehr nahm damals Luxemburg zusammen mit Holland hinsichtlich der Zahl der Handelsbetriebe je 10.000 Einwohner die letzte Stelle ein (138 Betriebe je 10.000 Einwohner). Alle anderen Länder der Europäischen Gemeinschaft wiesen eine wesentlich stärkere Besetzung des Verteilungsapparates auf. Das Mittel in der Sechsergemeinschaft betrug 172 Betriebe je 10.000 Einwohner, Belgien erreichte sogar 245. Sieht man vom Großhandel ab, betrachtet man also ausschließlich den Detailhandel, so war die Stellung Luxemburgs noch viel günstiger. Hier hatten wir für Luxemburg 101 Betriebe je 10.000 Einwohner gegenüber 107 für Deutschland, 109 für die Niederlande, 141 für Frankreich, 165 für Italien und 206 für Belgien. Im Mittel der Sechsergemeinschaft gab es 1958 138 Einzelhandelsbetriebe auf 10.000 Einwohner.

Seither ist allenthalben, in Luxemburg wie in den übrigen alten und neuen Mitgliedsstaaten der Europäischen Gemeinschaft,

ein Konzentrationsprozeß eingetreten. Hierzu liegen leider keine vergleichbaren Zahlen vor, da die bei den statistischen Ämtern der einzelnen Länder erhältlichen Daten nicht wie das Zahlenmaterial von 1958, zur direkten Gegenüberstellung aufbereitet worden sind. Die Angaben, über die wir verfügen, lassen jedoch die Schlußfolgerung zu, daß der Konzentrationsprozeß in Luxemburg im Zeitraum 1958 bis ab 1970 langsamer vor sich gegangen ist als in den übrigen Ländern der Gemeinschaft, so daß Luxemburg hinsichtlich der Dichte der Handels- und insbesondere der Einzelhandelsbetriebe sichtlich nicht mehr an letzter Stelle steht.

Das bedeutet jedoch keineswegs, daß der luxemburgische Verteilerapparat unrationell sei. Das Ideal ist nicht, über ein möglichst dünn besetztes, sondern über ein optimal dichtes Verteilernetz zu verfügen, das heißt, dem einzelnen sollen Einkaufs- und Versorgungsmöglichkeiten in genügender Zahl mit einem möglichst weit gefächerten Angebot in einer annehmbaren Entfernung von seinem Wohn- und Arbeitsort geboten werden. Ein ungenügend dichtes Einzelhandelsnetz zwingt den Verbrauchern ungebührlich zeitraubende Einkaufswege auf. Was volkswirtschaftlich an Aufwand für den Verteilerapparat gewonnen werden könnte, geht dabei vermehrt über den Transportapparat verloren. Außerdem sind Verödung der Dörfer und Innenstädte und urbanistisch nicht vertretbare Auswucherungen am Stadtrand die Folge.

In einem Punkt hat Luxemburg, wenn man einen internationalen Vergleich zugrunde legt, bereits die zulässige Höchstgrenze überschritten. Es handelt sich um die Hypermärkte. So bestehen bei uns heute schon vier dieser Märkte, also Einzelhandelsgeschäfte mit 2.500 m² Verkaufsfläche. Auf eine Million Einwohner umgerechnet, ergibt dies einen Koeffizienten von 11. Damit liegen wir bereits jetzt an der Spitze aller westeuropäischen Länder. Die Bundesrepublik Deutschland hat je Million Einwohner 6, Belgien 5, Frankreich 3, Großbritannien 0,4 und die Niederlande 1 Hypermarkt.

Es entspricht daher der Notwendigkeit, wenn die überarbeitete Gesetzesvorlage über die Eröffnung von Handelsbetrieben für Großflächeneinheiten des Einzelhandels, neben der normalen Handelsermächtigung, eine Sondergenehmigung vorschreibt. Wie in Frankreich (loi Royer) und in Belgien sollte eine solche Gesetzgebung die Erteilung dieser Sonderermächtigung ebenfalls von urbanistischen und landesplanerischen Erwägungen abhängig machen.

tration in unserem Verteilungsapparat fest; die Zahl der unabhängigen Gewerbetreibenden geht in dem Maße zurück, daß man - vor allem auf dem Lande und in der Umgebung der Städte - wesentliche Lücken in der Versorgung unserer Konsumenten befürchten muß. Andererseits nehmen die Betriebe mit großen Verkaufsflächen zu und das Käuferpotential unseres kleinen Landes steht in keinem Verhältnis zu den neuen Verteilerformen. Gleichzeitig ist zu befürchten, daß der scharfe Wettbewerb

dieser Unternehmen schlußendlich zu Oligopolproblemen führt mit allen Nachteilen, die sich aus Preisabsprachen, unbequemen Versorgungsbedingungen, Vernachlässigung der Verkaufszentren ergeben müssen.

Die Handelskammer ist damit einverstanden, das Verbot einer zweiten Handelsbranche in einem Verkaufsunternehmen aufrechtzuerhalten; die Einschränkung der Zahl der Lohnempfänger auf fünf Einheiten entspricht der Rationalisierung im Einzel-

handel. Die Handelskammer begrüßt die in dem Gesetzprojekt vorgesehene Möglichkeit für Geschäftsunternehmer und Handwerker, Filialen oder Zweigstellen zu eröffnen; die für die Eröffnung einer Filiale vorgeschriebene Frist von drei Jahren müßte jedoch auf fünf Jahre erweitert werden. Die für Konsumgenossenschaften vorgesehene Niederlassungsfreiheit lehnt die Handelskammer formell ab, selbst wenn diese Freiheit mit der Bedingung verknüpft wird, auf die Rückver-

gütungen an Genossenschaftsmitglieder zu verzichten. Die Verbrauchergenossenschaften sollten in bezug auf Steuerregime und Niederlassungswesen allen Bedingungen unterliegen, die für die anderen Handelsunternehmen gelten. Die Handelskammer ist der Auffassung, daß die besondere Ermächtigung des Mittelstandsministers für isolierte oder vereinigte Verkaufseinheiten, die eine bestimmte Oberfläche übersteigen,

Die Kreditgarantie- und Hilfenossenschaft des Luxemburger Handels

(Mutualité de cautionnement et d'aide aux commerçants – Société coopérative)

Die von der luxemburgischen Handelskammer mitgegründete «Mutualité de Cautionnement et d'Aide aux Commerçants» ist eine Genossenschaft, deren Dienste und Beistand von jedem bei der Handelskammer eingetragenen Unternehmen in Anspruch genommen werden können. Erste Voraussetzung hierfür ist der Beitritt zur Genossenschaft durch Zeichnung mindestens eines Anteilscheins in Höhe von 1.000 Fr. lux, die integral auf das Konto der Genossenschaft bei einem örtlichen Bankinstitut einzuzahlen sind.

Die Büros der Genossenschaft befinden sich am vorläufigen Sitz der Handelskammer, 10, bd F.D. Roosevelt, in Luxemburg. Sie sind, zu den üblichen Dienstzeiten, unter der Nr. 472041 – Intern 33 – telefonisch zu erreichen.

Die «Mutualité de Cautionnement et d'Aide aux Commerçants» umfaßt in der Hauptsache zweierlei Tätigkeitsbereiche:

1. Eine Bürgschaftsstelle, welche dazu dient, durch Stellung einer Solidarbürgschaft die Kreditbeschaffung besonders

für jene neugegründeten, bereits bestehenden oder übernommenen Handelsunternehmen zu erleichtern, deren Kapitaldecke normalerweise von den Kreditinstituten als ungenügend angesehen wird.

Die Bürgschaftsstelle gewährt also selbst keine Kredite, sondern verpflichtet sich, die vertraglichen Rückzahlungen für den Kreditnehmer auszuführen, falls letzterer aus bestimmten Gründen dazu außerstande ist.

Die Bürgschaft kann für Kredite bis zu einem Höchstbetrag von 600.000 Fr. Lux. mit einer maximalen Laufzeit von 10 Jahren gestellt werden.

Sonstige Einzelheiten über die Bürgschaftsbedingungen können bei der Bürgschaftsstelle eingeholt werden. Letztere ist außerdem den Antragstellern bei der Ausfüllung des entsprechenden Formulars behilflich und kann, bei Bedarf, die Unternehmen bei der beabsichtigten Geschäftsgründung, -ausweitung oder -übernahme, sei es in steuerlicher, finanzieller, buchhalterischer oder juristischer Hinsicht, nützlich beraten.

2. Eine Inkassostelle, die für die Genossenschaftsmitglieder, gegen Berechnung eines bescheidenen Honorars, die Eintreibung ihrer überfälligen Forderungen übernimmt. Die jetzige wirtschaftliche Lage bringt es mit sich, daß die Dienste der Inkassostelle in letzter Zeit immer mehr in Anspruch genommen werden. Auch dürfte dies nicht zuletzt auf ihre außerordentlich hohe Erfolgsquote zurückzuführen sein, die nach den letzten Statistiken bei über 83 % der einzutreibenden Forderungssummen liegt.

Über diese beiden Tätigkeitsbereiche hinaus bemüht sich die «Mutualité de Cautionnement et d'Aide aux Commerçants» außerdem, im Rahmen ihrer Möglichkeiten, ihren Mitgliedern und jenen, die es werden wollen, in allen sonstigen Belangen durch Rat und Auskunft behilflich zu sein.

Es liegt demnach im ureigenen Interesse aller geschäftlichen Unternehmen, Mitglied der «Mutualité de Cautionnement et d'Aide aux Commerçants» zu werden und ihr durch ihre finanzielle und moralische Unterstützung die Möglichkeit zu geben, ihre Tätigkeit im Dienste des Handels weiter auszubauen.

Rémise de décorations à la Chambre de Commerce

Le 1er juillet, comme chaque année, des personnes de la vie économique qui se sont distinguées par leur activité professionnelle, ont été décorées par S.A.R. le Grand-Duc. Les décorations furent remises par M. Marcel Mart, Ministre de l'Economie et des Classes Moyennes, au cours d'une réception à la Chambre de Commerce. M. Emmanuel Tesch, Président de la Chambre, accueillit le Ministre en le remerciant particulièrement de la préparation d'une réforme de la loi sur les autorisations commerciales, et exprima l'espoir que ce projet de loi sera bientôt voté à la Chambre des Députés. Avant la remise des décorations, M. Mart a félicité les personnes méritantes du commerce, de l'industrie, des transports, du tourisme, et a souligné le sens profond de la cérémonie.



Remise de médailles à la Chambre de Commerce. Une vue du public.

CHAMBRE DE COMMERCE DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG Distinctions honorifiques – Promotion 1975

Ministère de l'Economie Nationale

Ordre de la Couronne de Chêne

M. René PITZ, industriel, Luxembourg Officier
M. Géza WERTHEIM, Directeur de Philips S.A., Luxembourg Officier
Mme Léonie BOURG-LECLERC, industriel, Bridel Chevalier

Ordre de Mérite

Roger FRAUENBERG, directeur de l'AEG-Telefunken, Kehlen Officier
Emile KLENSCH, industriel, Bettembourg Officier
René MULLER, administrateur de la S.A. Expromet, Luxbg. Officier
René COLLING, Directeur des Ets. Vanderborcht Frères, Béréldange Chevalier
Charles MASSARD, industriel, Kayl Chevalier
Joseph MODERT, fondé de pouvoir aux Caves Bernard Massard, Grevenmacher Chevalier
Pierre PERRARD, entrepreneur, Luxembourg Chevalier
Alphonse NILLES, employé d'assurances, Luxembourg Médaille en Vermeil
Lucien VESQUE, chef-caviste aux Caves St. Martin, Remich Médaille en Vermeil

Ministère des Classes Moyennes

Ordre de Mérite

M. Marcel BERENS, patron-épicer, Esch-Alzette Chevalier
M. Jean-Pierre KRIPPLER, libraire-éditeur, Luxembourg Chevalier
M. Léon KUFFER, commerçant, Luxembourg Chevalier
M. Egide MERTENS, hôtelier-restaurateur, Wormeldange Chevalier
M. Alphonse BOMB, préposé aux Ets. Moes Frères, Remich Médaille en Vermeil
M. Germain DAHM, patron-épicer, Niedercorn Médaille en Vermeil
M. Arthur LORANG, entrepreneur de transport, Dommeldange Médaille en Vermeil
M. Pierre MORA, patron-épicer, Esch-Alzette Médaille en Vermeil
M. Fernand OSCH, entrepreneur de transport, Vianden Médaille en Vermeil
M. Clement SCHAEFFER, marchand-laitier, Rodange Médaille en Vermeil
M. Antoine WAGENER, typographe à l'Imprimerie Burg, Echternach Médaille en Vermeil

Abfallverwertungsbörse

Mit einem Rundschreiben an die größeren Industriebetriebe unseres Landes hat die Zulieferbörse für betriebliche Kooperation Anfang des Jahres – zusätzlich zu ihren normalen Tätigkeiten – eine Aktion zur Wiederverwertung der industriellen Abfälle eingeleitet. Diese Vermittlung von Materialien, die in vielen Betrieben als Abfallprodukte betrachtet werden, an andere Firmen, die diese noch weiterverwerten können, hat an den deutschen Industrie- und Handelskammern erstmals Abfallvermittlungsstellen ins Leben gerufen. Auch in Frankreich und Belgien bestehen ähnliche Betreibungen. Da es sich bei den vermittelten Stoffen oft um Materialien handelt, die ohnehin zu den Mangelwaren oder den teuren Rohstoffen gehören, erfreuen sie sich einer lebhaften Nachfrage. Zudem ist die Beseitigung der «Abfälle» bei den Betrieben durch Verbrennung oder Deponieren besonders kostenintensiv.

Allerdings setzen die von der Zulieferbörse angestrebten Ziele eine hohe Markttransparenz voraus bezüglich des Nachweises von Angebot und Nachfrage dieser Stoffe. Dabei ist besonders die Nachfrage nach verschiedenen Materialien gegebenenfalls erst anzuregen, wenn diese nicht an das Ausland weitervermittelt werden können. So ist zu hoffen, daß es der Zulieferbörse gelingen wird, durch ihre Aktion ein möglichst genaues Bild dieser Verhältnisse in unserem Land aufzuzeichnen. Die Wiederverwertungsaktion erfolgt in engster Kooperation mit den kompetenten Stellen des Ministeriums für Gesundheit und Umweltschutz sowie unter Mitwirkung des Innenministeriums. Diese Ministerien sind an diesen Problemen lebhaft interessiert.

Auch an die Handelsunternehmen hat die Zulieferbörse Fragebogen gerichtet mit der Bitte, sich an dieser Aktion zu beteiligen. Der Zulieferbörse (Bourse de Sous-Traitance, Luxembourg, Glesenerstraße 41, Tel. 484491) sollten demnach anfallende eigene Abfälle oder die Bereitschaft zur Wiederverwertung fremder Abfälle mitgeteilt werden. Nach Auswertung der so gesammelten Unterlagen werden

alle Interessenten, die sich an der Aktion beteiligt haben, durch Rundschreiben über die eingegangenen Angebote und Nachfragen informiert.

Der Transport bzw. die Vermarktung der Materialien soll von den in Verbindung gesetzten Betrieben selbst oder durch bestehende gewerbliche Sammelstellen übernommen werden. Ob der Besitzwechsel der «Abfall»-Ware mit einem Erlös oder mit Kosten verbunden sein wird, dürfte vom Produkt selbst sowie von Angebot und Nachfrage abhängen. Die Zulieferbörse, die von der Produktivitätszentrale, der Handwerkskammer und dem Industriellenverband getragen wird, führt die Aktion ohne Gebühren für die interessierten Betriebe durch.

Als Anhaltspunkt für mögliche wiederverwertbare Rückstände hier einige Beispiele: Metalle, Kunststoffe, Papier, Kartonagen, Behälter und Verpackungen, Holz, Holzkisten, Holzspäne, Öle, ölhaltige Emulsionen, Gummi, Leder, Textilprodukte, chemische Stoffe.

Im Austauschverfahren mit der Aktion ähnlicher ausländischer Stellen wird es möglicherweise gelingen, die Lösung unserer Abfallprobleme auf interregionaler Ebene durchzuführen.

Prospecteurs commerciaux

Comme dans le passé, la Chambre de Commerce recevra, à l'initiative du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce extérieur, des prospecteurs commerciaux. Ceux-ci sont engagés par le Gouvernement belge en qualité d'agents auxiliaires des missions diplomatiques et postes consulaires belges. Leur mission consiste essentiellement à mettre en relation des candidats intermédiaires ou acheteurs de différents pays ou régions avec des exportateurs luxembourgeois et belges.

Ainsi, la Chambre de Commerce organise des audiences individuelles sur les marchés, en collaboration avec la Fédération des Industriels Luxembourgeois, la Fédération des Négociants en Gros, le Groupement luxembourgeois des Industries Sidérurgiques et l'Association des Banques et Banquiers. Les firmes intéressées sont priées de se faire connaître auprès de la Chambre de Commerce. Sont attendus pour le 2e semestre 1975 les prospecteurs suivants:

Prospecteurs:	Région:	Date de séjour en U.E.B.L.:
Van Hecke	Londres	entre le 13 et le 25 octobre
Leleu	Alger	entre le 20 octobre et le 8 novembre
Khoudokormoff	Moscou	entre le 1er et le 13 décembre

ATA: Zoll-Passierscheinhefte

ATA ist eine Zusammenfassung der französischen Bezeichnung «Admission temporaire» verbunden mit dem entsprechenden englischen Ausdruck «Temporary Admission». Mit den von der Handelskammer ausgestellten Zoll-Passierscheinheften werden Muster, Ausstellungsgüter oder Montagewerkzeuge mit immer höheren Werten vorübergehend ins Ausland verbracht. 1974 wurden 101 Carnets mit einem Ge-

samtwert von 21,2 Millionen Franken verteilt. Mit Hilfe der Zoll-Passierscheinhefte können die oben genannten Artikel ohne Hinterlegung einer Zolkaution im In- und Ausland vorübergehend eingeführt werden. 31 Länder, meist europäische, gehören der zu diesem Zweck gebildeten internationalen Zoll-Bürgerkette der Industrie- und Handelskammern an.

Die Konjunktur

Daß die europäische Wirtschaft ziemlich unvermittelt aus der Hochkonjunktur in die Krise hineingerutscht ist, wissen alle. Wann und wie sie aus diesem Tiefstand wieder höhenwärts streben soll, darüber ein großes Rätselraten eingesetzt. Anfangs war man zuversichtlich, sagte ein rasches Überwinden der Krise voraus, rechnete fest mit einer Wende spätestens im Frühherbst. Nun wird das Eintreten dieser mutmaßlichen Wende immer weiter hinaus geschoben. Man richtet sich auf eine Dauerkrise ein und wäre froh, zur Jahreswende oder mindestens zum nächsten Frühjahr mit einem Aufschwung rechnen zu können.

Einige erblicken in der jetzigen Krise einen weltgeschichtlichen Wendepunkt, die Einleitung eines Prozesses der Neubestimmung, das

Umdenken hinsichtlich der erstrebenswerten Wachstumsrate und die Einleitung einer fundamentalen Umstrukturierung der Wirtschaft. Andere sind überzeugt, daß ein Aufschwung mit der Fortdauer des weltweiten Inflationsprozesses unvereinbar ist.

Bei der ausgesprochenen Auslandsabhängigkeit der luxemburgischen Wirtschaft ist eine luxemburgische Sonderkonjunktur kaum denkbar. Die Mittel einer eigenständigen Konjunkturpolitik sind begrenzt. Aus bekannten Tatsachen und vorliegenden Zahlen können wir eine Reihe von Anhaltspunkten herauschälen, die dennoch eine gewisse Eigenart der luxemburgischen Konjunkturlage erkennen lassen.

1) Die Krise ist hierzulande noch nicht bis in die letzte Tiefe gedrungen

Sie macht auf dem Niveau der industriellen Betriebe halt. Der Verbraucher und damit der Einzelhandel sowie weite Kreise des Großhandels und des Importhandels von Verbrauchsgütern sind von ihr noch nicht ernsthaft berührt. Hieraus ergibt sich ein Zustand der Euphorie, der die öffentliche Meinung vorläufig noch über den Ernst der Lage hinwegtäuscht.

Während der industrielle Produktionsindex von 126,0 Punkten im Mai 1974 auf 92,3 Punkte im Mai 1975 abgesunken ist und die Zahl der geladenen Eisenbahnwaggons, die im allgemeinen ein gutes Thermometer der wirtschaftlichen Lage abgibt, vom April 1974 zum April 1975 um etwa 25 % zurückging, sind die Umsätze des Einzelhandels insgesamt nicht gefallen, sondern wahrscheinlich nicht unwesentlich gestiegen. Wir verfügen hierzu leider über keine exakten Statistiken. Die einzige Statistik über den Umsatz des Einzelhandels betrifft die Konsumgenossenschaften. Hier ist von April 1975 gegenüber April 1974 ein Rückgang zu verzeichnen, der nominell zwar sehr geringfügig ist, jedoch bedeutend wird, wenn man die Kaufkraft durch Umrechnung aufgrund des Indexes der Lebenshaltungskosten in Rechnung stellt. Dieser Rückgang ist jedoch nicht repräsentativ für den gesamten Einzelhandel. Wahrscheinlich war der Rückgang beim mittelständischen Einzelhandel noch bedeutender. Das ist jedoch nicht auf die konjunkturelle Entwicklung, sondern viel eher auf die Umstrukturierung des Verteilerapparates durch das Entstehen der Großverkaufsflächen zurückzuführen. Daß der Verbrauch insgesamt nicht zurückgegangen, sondern gestiegen ist, zeigt die Entwicklung der Einnahmen aus der Mehrwertsteuer. Die Mehrwertsteuer ist eine reine Verbrauchssteuer; sie belastet nicht den Export; wegen des Abzugs der Vorbelastung auch nicht die Zwischenstufen der Produktion und des Handels. Die Eingänge aus der Mehrwertsteuer können daher als symptomatisch für die

Tendenzwende ankündigt, bleibt abzuwarten.

Diese auf die Steuerstatistik gestützte Erkenntnis wird bestätigt durch Beobachtungen am Konsummarkt und durch Aussagen des Handels. Anders als in anderen Ländern ist die Zahl der neu eingetragenen Personenwagen gegenüber dem Vorjahr kräftig angestiegen (7.358 Neueintragen in den fünf ersten Monaten 1974, 8.041 im entsprechenden Zeitraum 1975).

Erstaunlich ist, daß zugleich mit der Konsumsteigerung die Spartätigkeit eine Ausweitung erfahren hat. In den Monaten Januar und Februar haben die Spar- und Terminkonten gegenüber dem Vorjahr über 30 % zugenommen. Dieses Verhalten, ist in einem doppelten Sinne paradoxal, erstens weil es in einer Krisenzeit an den Tag gelegt wird und zweitens weil der Zinsertrag von der Inflation mehr als aufgezehrt wird. Wer unter diesen Umständen spart, setzt sein Kapital einem unausweichlichen Substanzverlust zu. Zu erklären ist dieses Verhalten nur so, daß der Sparer die Krise, die er direkt am eigenen Leibe noch nicht verspürt, die er aber auf sich zukommen sieht, durch die Bereitstellung eines Notgroschens bekämpfen will.

Wo aber kommt das viele Geld her? Das Geld, das für den zusätzlichen Verbrauch wie auch für die gesteigerte Spartätigkeit benötigt wird?

Die Statistik der Lohnsteuereingänge belehrt uns, daß trotz der Krise in besonders wichtigen

sondern im Gegenteil kräftig angestiegen ist. Die rein nominelle Steigerung gegenüber dem entsprechenden Monat des Vorjahres betrug in den vier ersten Monaten des Jahres 1975 32,7 %.

Stellt man durch Umrechnung auf den Index den Kaufkraftschwund in Rechnung, so verbleiben immerhin noch im Monat Januar eine Kaufkraftsteigerung von 12,63 %, im Februar von 24,78 %, im März von 7,82 % und im April von 16,31 %. Die Ursachen hierfür sind die Lohn- und Gehaltsaufbesserungen, die in der Zeit der Hochkonjunktur ausgehandelt wurden, die Steigerung des Punktwerts der Staatsbeamten und die Tatsache, daß es in unserer Wirtschaft neben Zweigen, die von der Krise stark betroffen sind, solche gibt, die verschont geblieben oder gar aufblühten. Auch in den besonders stark betroffenen Wirtschaftszweigen war man bisher bemüht, den Lohnausfall auf ein Ausmaß zu begrenzen, das zu dem Produktionsausfall in keinem Verhältnis steht. Kurzarbeit wurde nur in beschränktem Masse eingelegt und die ausgefallenen Arbeitsstunden wurden großzügig entlohnt. Bei den Sozialpartnern wie bei der Regierung herrscht das Bestreben, Arbeitslosigkeit um jeden Preis zu vermeiden und Lohnausfälle auf ein Minimum zu reduzieren.

Diese sozial absolut richtige Politik ist so lange möglich, als Reserven vorhanden sind: Reserven bei den Betrieben und Reserven in den Staatskassen.

Sind einmal diese Reserven er-

beschränkte sich der Rückgang im März auf 1,4 Punkte, d.h. er ging gegenüber dem Vorjahr von 126,0 auf 124,6 Punkte zurück. Erst im April und Mai setzte ein stärkerer Rückgang ein, der jedoch noch lange nicht die in der eisenschaffenden Industrie verzeichneten Ausmasse angenommen hat (Mai 1974: 130,8 Punkte, Mai 1975: 105,9 Punkte). Im April allerdings zeigte sich ein stärkerer Einbruch: 131,9 im Jahre 1974, 114,0 im Jahre 1975. Stark rückläufig sind seit längerer Zeit außer der Eisen- und Stahlindustrie die elektrische Stromerzeugung, die Förderung von Baumaterialien, die Industrie der Steine und Erden, die metallverarbeitende Industrie und die Bekleidungsindustrie.

Allmählich erfaßt die Krise aber auch die anderen Produktionszweige. Im Mai, dem letzten Monat, über den Statistiken vorliegen, wies nur noch die Elektro- und Transportmittelkonstruktion eine kräftige, die Getränke- und Tabakindustrie eine mäßige Steigerung gegenüber dem Vorjahr auf. Alle anderen Branchen waren rückläufig. In der chemischen und parache-mischen Industrie, in der lange Zeit nur die Gummiindustrie von der Krise ernsthaft betroffen schien, weisen seit April alle Zweige einen Produktionsrückgang auf.

Bemerkenswert ist, daß sich bis April die Erzförderung trotz des Rückgangs der Stahlproduktion fast ungeschmälert auf ihrem Vorjahrsstand hielt, dies wohl weil die Hüttenwerke aus Gründen der Beschäftigungspolitik der einheimischen Minette den Vorzug gaben. Erst im Mai ist ein fühlbarer Rückgang der Erzförderung gegenüber dem Vorjahr eingetreten.

Außerhalb des industriellen Produktionsindexes liegt der Index der Bautätigkeit, der im ersten Quartal gegenüber dem entsprechenden Zeitraum im Vorjahr um beinahe 12 % zurückging.

Als sehr glücklich erweist sich in diesen Tagen die Entwicklung des tertiären Sektors, insbesondere durch das Aufblühen eines dynamischen, vielgestaltigen, mit der Weltwirtschaft verflochtenen Bankwesens. Hier ist noch kein Krisenzustand zu beklagen. Die Beschäftigtenzahl steigt weiter an, Neugründungen bleiben nicht aus, und entsprechend entwickeln sich die aus diesem Sektor stammenden Steuereinnahmen.

Als Fazit dieser kurzen Betrachtung kann man festhalten:

1) daß es neben den notleidenden Sektoren unserer Wirtschaft auch solche gibt, die von der Krise nicht oder nur wenig betroffen sind; allerdings vermögen sie den Ausfall der krisenbetroffenen Wirtschaftszweige bei weitem nicht wettzumachen;

2) daß infolge eines aus Reserven gespeisten Zuflusses von Kaufkraft die Krise noch nicht bis auf die Endstufe des Verbrauchs durchgeschlagen hat, daß dieses Durchschlagen sich aber bereits anzukündigen beginnt und spätestens mit dem Erschöpfen der Reserven brutal in Erscheinung treten wird.

Tableau de bord de l'économie luxembourgeoise

	mois	1974	1975
Indice général de la production industrielle (1970 = 100):	mai	126,0	92,3
Indice de la production industrielle sans la sidérurgie:	mai	130,8	105,9
Indice de la sidérurgie (production et première transformation de métaux):	mai	122,8	82,6
Wagons chargés sur les réseaux CFL:	mai	24.800	18.400
Impôts sur les traitements et salaires (sans distinction d'exercice)	mai	610,3 millions F	744,1 millions F
Taxe sur la valeur ajoutée:	mai	318,9 millions F	316 millions F
Dépôts bancaires:	avril	175,1 milliards F	196,9 milliards F
Indice du coût de la vie (indices généraux: raccordés à la base 1948):	juin	218,66	239,28
Indice boursier des actions luxembourgeoises:	8 juillet	198,79	248,72

zum entsprechenden Monat des Vorjahres zu verzeichnen gewesen war, die Einnahmen in der Zwischenzeit kräftig angezogen haben und zwar so, daß im Februar Mehreinnahmen von 12,19 %, im März von 13,74 % und im April von 20,30 % zu verzeichnen gewesen waren.

Im Mai allerdings erfolgt ein kräftiger Einbruch: die Einnahmen aus der Mehrwertsteuer gehen von 318,9 auf 316,0 Millionen Franken zurück, was unter Berücksichtigung der Indexentwicklung einer Verminderung von 10,13 % gleichkommt. Ob dies eine nur vorübergehende Entwicklung ist, etwa als Ausgleich für das überaus starke Ansteigen im April, oder eine

Wirtschaftszweigen die über das Arbeitseinkommen in die Volkswirtschaft einfließende Kaufkraft keine Schmälerung erfahren hat,

2) Es darf auch nicht übersehen werden, daß die Krise nicht alle Industriezweige gleichzeitig erfaßt hat

Insgesamt ging der Index der industriellen Produktion im April 1975 gegenüber dem Vorjahr von 126,0 auf 92,3 Punkte zurück (1970 = 100). Dieser Rückgang ist hauptsächlich auf die gesunkene Produktion der eisenschaffenden Industrie zurückzu-

schöpft, so wird diese Politik zu Ende sein. Erst dann wird die Krise ganz zum Durchschlagen kommen.

führen. Hier sank der Index von 122,8 im Mai 1974 auf 82,6 im Mai 1975. Abgesehen von diesem unserem wichtigsten Industriezweig, der in die Berechnung unseres industriellen Produktionsindexes mit einer Gewichtung von nahezu 60 % eingicht,

Neuregelung des Wettbewerbs

Der großherzogliche Beschluß vom 23. Dezember 1974 betr. den unlauteren Wettbewerb (Memorial A, S. 2392) übernimmt im Prinzip die Vorschriften der bisherigen Gesetzgebung zum unlauteren Wettbewerb, unterzieht sie aber einer grundlegenden Revision und paßt sie den heutigen wirtschaftlichen Gegeben-

A. Allgemeines

Die **allgemeine Definition** der unlauteren Wettbewerbshandlung bleibt bestehen. Als solche gilt jede gegen die ehrlichen Geschäft- und Industriebräuche verstoßende Tat, durch die ein Kaufmann, Industrieller oder Handwerker seinem bzw. seinen Konkurrenten einen Teil der Kundschaft wegnimmt oder wegzunehmen sucht, oder durch die er die Wettbewerbsfähigkeit seines bzw. seiner Konkurrenten beeinträchtigt oder zu beeinträchtigen sucht.

Zur Erläuterung dieser allgemeinen Begriffsbestimmung werden **eine Reihe von konkreten Fällen** angeführt. Diese Aufzählung besitzt jedoch keinen einschränkenden Charakter, d.h., es kann noch andere unlautere Wettbewerbshandlungen geben, auch wenn sie hier nicht genannt sind. Die Liste bezieht sich auf folgende Fälle:

- bewußt irreführende öffentliche Angaben über die im Laden befindlichen Waren, über den Besitz von gewerblichen Auszeichnungen oder über den Zweck bzw. die Ursache des Verkaufs oder der Dienstleistung;
- besonders günstige Spezialangebote mit irreführenden Angaben, die den Preis jeglicher zum Verkauf angebotenen oder auf Preislisten angeführten Waren falsch bemessen;
- das Anbringen auf Produkten, Verpackungen usw. irreführender Angaben über den Ursprung oder die Herkunft der Erzeugnisse;

B. Zugaben und Rabatte

Außer diesen Fällen wird das Gewähren oder Versprechen einer Zugabe oder eines eine Zugabe gewährenden Gutscheines als unlautere Wettbewerbshandlung bezeichnet. Dies trifft zu, wenn im geschäftlichen Verkehr neben einer Ware oder einer Dienstleistung eine Zugabe (Ware oder Leistung) angeboten, angekündigt oder gewährt wird. Eine **verbotene Zugabe** liegt vor, wenn die Zuwendung unentgeltlich, gegen ein geringfügiges Entgelt oder zu einem verschleiernenden Gesamtpreis angeboten, angekündigt oder gewährt wird. Der Wert der Zugabe oder ihre Kennzeichnung als Reklamegegenstand sind unwesentlich. Als **nicht verbotene Zugaben** gelten:

- der handelsübliche, spezifische und gleichzeitig gelieferte Zubehör zu einer Ware;
- die handelsüblichen und im Zusammenhang zur Hauptware stehenden Nebenleistungen;

heiten an. Er annulliert den großherzoglichen Beschluß vom 15. Januar 1936 betr. den unlauteren Wettbewerb (abgeändert durch die großherzoglichen Beschlüsse vom 16. Juli 1938, vom 23. Februar 1963 und vom 23. Dezember 1963). Die neuen, jetzt geltenden Bestimmungen werden nachstehend zusammengefaßt.

- das Vortäuschen eines unrichtigen Ursprungs oder einer unrichtigen Herkunft der Erzeugnisse;
- die hervorgerufene oder versuchte Verwechslung mit der Person, dem Geschäft, den Produkten oder Dienstleistungen eines Konkurrenten;
- die Werbung durch Vergleiche, die irreführen oder verleumden oder unnötigerweise das Erkennen eines Konkurrenten zur Folge haben;
- falsche Beschuldigungen der Person, des Unternehmens, der Waren, der Dienstleistungen oder des Personals eines Konkurrenten;
- falsche Angaben über die geschäftliche Persönlichkeit, über Produkte, Waren, Dienstleistungen usw.;
- die unerlaubte Verwendung von Angaben oder Dokumenten, die zum Zweck einer Überprüfung oder eines Preisanschlags anvertraut wurden;
- der unerlaubte Gebrauch von Material, Verpackungen oder Behältern eines Konkurrenten;
- die Gewährung von Preismäßigungen an Käufer in ihrer Eigenschaft als Mitglieder von Vereinigungen und Gesellschaften, einerlei ob diese Kunden unmittelbar oder durch Mittelspersonen handeln;
- der Hinweis gegenüber dem letzten Verbraucher auf die Eigenschaft als Großhändler oder Hersteller, außer wenn eine Täuschung über das Wesen des Preises (Großhandels-, Hersteller- oder Einzelhandelspreis) ausgeschlossen ist.

Diese Bestimmungen finden Anwendung auf allen Handelsstufen. Neu ist, daß **Mengenrabatte im Einzelhandel nunmehr gestattet sind**.

In den Handelszweigen, wo die Lebensmittel den überwiegenden Teil des Umsatzes bilden, dürfen die Einzelhändler den Käufern Rückvergütungen in Form von Rabattmarken usw. gewähren. Die Rückvergütung muß in Bargeld in der Lieferung von Waren geschehen, die von dem betreffenden Einzelhändler geführt werden. Sie darf 3 % nicht überschreiten. Die Rabattmarken sind nicht übertragbar. Sie müssen den Namen des Einzelhändlers tragen, der sie ausgestellt hat, und sind nur bei diesem einzulösen. Als Vermerk dürfen sie nur den Wert angeben.

C. Verkauf mit Verlust

Durch den neuen großherzoglichen Beschluß ist es dem Kaufmann künftig verboten, eine Ware mit Verlust zu verkaufen oder zum Verkauf anzubieten. Ein **verbotener Verlustverkauf** liegt vor, wenn der Verkaufspreis nicht wenigstens dem niedrigsten einer der folgenden beiden Preise gleichkommt: entweder dem in Rechnung gestellten Einkaufspreis oder dem in Rechnung zu stellenden Neubelieferungspreis. Unter Rechnungspreis versteht man den tatsächlich bezahlten Preis, abzüglich aller Rabatte

D. Spezialverkäufe und Ausverkäufe

Ausverkäufe, Spezialverkäufe sowie Verkäufe, die Globalermäßigungen auf den Preisen versprechen, dürfen nur in den Monaten Januar und Juli stattfinden. Die diesbezügliche Reklame darf nur während der acht vorhergehenden Tage erfolgen. Im Laufe der genannten beiden Monate darf der Kaufmann je einen Ausverkauf oder Spezialverkauf vornehmen; die Höchstdauer ist jeweils auf 15 aufeinanderfolgende Tage beschränkt.

Außerdem bleibt es dem Schöffenkollegium einer jeden Gemeinde vorbehalten, an einem bestimmten Tag des Jahres eine Braderie zu gestatten.

Jederzeit können Ausverkäufe wegen teilweiser oder vollständiger Aufgabe des Geschäfts oder wegen Umbau oder Umzug erfolgen. Bei Umbau müssen die Bauarbeiten im Geschäft selbst ausgeführt werden und die Unterbrechung des Verkaufs muß wenigstens einen Monat erfordern. Ein Ausverkauf wegen Umzug wird nur gestattet, wenn das Geschäft in eine andere Ortschaft verlegt wird.

Die vorgenannten Ausverkäufe dürfen die Dauer von drei Monaten nicht überschreiten, außer bei der Totalaufgabe des Geschäfts, wo die Dauer ein Jahr beträgt. Sie müssen der Geschäftsaufgabe, dem Umbau oder Umzug unmittelbar vorangehen und können nicht aufgeteilt werden. Das Eröffnungsdatum muß der Handelskammer mindestens drei Tage vorher durch eingeschriebenen Brief mitgeteilt werden. Dieser Mitteilung ist ein Inventar mit den Kategorien und Mengen der auszuverkaufenden Waren beizufügen.

Jede Einlagerung von Waren zum Zweck des Ausverkaufs ist verboten. Dies ist auch der Fall, wenn es sich um vorher bestellte Waren handelt, aber nur wenn diese den normalen Bedarf des Geschäftes überschreiten. Hier muß eingefügt werden, daß gemäß einer allgemein angenommenen Praxis bei Lebensmittelgeschäften verderbliche Waren während des Ausverkaufs laufend eingekauft werden können, da sonst der Ausverkauf sich als sehr schwer erweisen würde.

oder Rückerstattungen, die vom Lieferanten bei der Rechnung gewährt wurden. Das Verbot der Verlustverkäufe gilt nicht bei gesetzlich zugelassenen Spezial- und Ausverkäufen. Auch dürfen schnell verderbliche und nicht mehr aufbewahrungsfähige Waren mit Verlust verkauft werden. Dasselbe gilt für Produkte, deren Handelswert durch Beschädigung, durch Minderung der Gebrauchsmöglichkeiten oder durch grundlegende Veränderungen in der Technik stark herabgesetzt werden.

Die so eingekauften Waren dürfen natürlich nicht mit Rabatt verkauft werden.

Die Ausverkäufe wegen gänzlicher oder teilweiser Aufgabe des Geschäftes bedingen den Verzicht auf den Verkauf der Waren, die wenigstens während zwei Jahren Gegenstand des Ausverkaufs waren.

Jede öffentliche Ankündigung eines Ausverkaufs muß den Grund des Ausverkaufs angeben.

Außer der vorgenannten Spezial- und Ausverkäufe dürfen **zeitweilige Preisrabatte** bei Detailverkäufen und Dienstleistungen

E. Klag- und Strafverfahren

Klagen wegen einer unlauteren Wettbewerbshandlung sind an den Präsidenten des Handelsgerichts zu wenden. Sie können nicht nur von Personen, sondern auch von beruflichen Vereinigungen oder Konsumentenvereinigungen eingereicht werden. Der Präsident verordnet die Einstellung der unlauteren Handlung.

Die Klage unterliegt dem summarischen Verfahren (référé). Gegen die richterliche Anordnung kann kein Einspruch erhoben werden; eine Berufung dagegen ist zulässig.

Wird eine richterliche Verordnung nicht befolgt, so sind eine Gefängnisstrafe von 8 Tagen bis

nur unter folgenden drei Bedingungen gewährt werden:

- Der Kaufmann darf den Grund des Preisrabatts nicht angeben.
- Das zu vermindertem Preis gemachte Angebot darf keine Dauer angeben.
- Es darf nicht auf die alten Preise Bezug genommen werden.

Rabatttabellen müssen möglichst klar angeben, auf welche Waren oder Warenkategorien sich die verschiedenen Rabatte beziehen.

Neue Waren dürfen nur dann in Wanderlagern zum Verkauf angeboten werden, wenn der Verkäufer wenigstens vier Tage vor der Verkaufseröffnung auf dem Sekretariat der Gemeinde, wo der Verkauf stattfinden soll, eine in Doppel aufgestellte Erklärung hinterlegt hat, betreffend die Warenmenge, die Anzahl und die Natur der Gegenstände sowie die für den Absatz benötigte Frist. Ein mit dem Visum versehenes Duplikat wird ihm zurückgehändigt. Es ist ihm untersagt, andere als die im hinterlegten Verzeichnis angegebenen Waren zu empfangen oder zu verkaufen oder die festgesetzte Frist zu überschreiten.

Aufgehoben wurde die Bestimmung, daß Waren mit Preisangabe zu dem vermerkten Preis an Interessenten zu verkaufen sind. Die Bestimmung gehört zur gesetzlichen Regelung der Preisangabe (großherzoglicher Beschluß vom 6. Januar 1972).

5 Jahren und/oder eine Buße von 3000 bis 100000 Franken vorgesehen. Die klagenden Personen oder Vereinigungen können vor dem Strafrichter Zivilklage einreichen.

Die gesetzlichen Bestimmungen über die mildernden Umstände finden Anwendung. Die Beschlagnahme der Güter, die Gegenstand der Gesetzesverletzung waren, kann angeordnet werden. Das Gericht kann die Veröffentlichung des Urteils in der Tagespresse oder dessen Anschlag verordnen.

N.B. Für Auskünfte über die oben stehenden Bestimmungen steht die Rechtsabteilung der Handelskammer gerne zur Verfügung.

Itinéraires français interdits aux poids lourds en 1975

La Chambre de Commerce dispose d'un tableau des interdictions complémentaires de circulation de poids lourds sur le réseau routier français. En résumé, les interdictions sont les suivantes:

RN 20 d'Arpajon à Crisolles (RN 113), le vendredi 1 août de 14 à 20 h.;

RN 23 de Chartres à Nantes, le samedi 2 août de 6 à 20 h.;

RN 90 du Pont Royal à Bourg St. Maurice;

RN 96 de la RN 7 (Le Canet) à la RN 560 (Pont de Joux), le samedi 30 août de 6 à 20 h.;

RN 113 de Béziers à la RN 610;

RN 114 de Perpignan à la frontière espagnole;

RN 203 de la RN 201 (Pont de Brogny) à Bonneville;

RN 559 de Marseille à la Seyne;

Itinéraire Bourg - Nantua - Annemasse (RN 79, 84, 206);

Itinéraire Annemasse - Chamonix (RN 505, 203, 506, 202).

Il est dérogé à ces interdictions pour les véhicules étrangers rejoignant leurs pays d'origine les samedis.

Pour de plus amples renseignements, les intéressés peuvent s'adresser à la Chambre de Commerce, tél. 472041.

VIANDEN

Wenn die Handelskammer in ihrer neuen Zeitung die Serie der Ortsdarstellungen mit Vianden beginnt, so hat das seinen guten Grund. Vianden ist ein attraktives Thema, das sich leicht und angenehm illustrieren läßt. Der Ort gehört zu den malerischsten des Luxemburger Landes; die Burg ruine, die es krönt, ist wohl die schönste und kunstgeschichtlich wertvollste Europas. Die landschaftliche Lage und die hi-



Ladenschild eines Tabakhändlers aus dem 18. Jahrhundert in Vianden. Es handelt sich wohl um das älteste Schild, das hierzulande an der Außenfront eines Ladens angebracht ist. Die Inschrift lautet: Nr. 62.

storischen Denkmäler haben einen bedeutenden Fremdenverkehr entstehen lassen. Der Ort hat eine alte gewerbliche Tradition; die Viandener Handwerker, Goldschmiede, Gerber, Anstreicher waren über die Grenzen des Landes hinaus berühmt. Doch ist diese Tradition seit einiger Zeit völlig ausgestorben. Vianden mußte, um lebensfähig zu bleiben, eine völlige Umstrukturierung vornehmen. So ist dieser schöne Flecken Erde nicht problemlos geblieben.

Drei Faktoren bestimmen heute das Gewicht des Viandener Wirtschaftslebens:

1. der Fremdenverkehr in seinen vielseitigen Formen und der Erscheinung des sommerlichen Aufblühens und des winterlichen Erschlaffens;
2. das Pumpspeicherwerk der SEO, in seiner Art eines der größten der Welt, das in der energetischen Verbundwirtschaft Westeuropas eine Schlüsselstellung einnimmt;
3. die Kühlschrankfabrik Kreft.

Touristen

Vianden besitzt ein einzigartiges touristisches Kapital, das sich zusammensetzt aus seiner hochdramatischen, landschaftlichen Lage, der Ansammlung wertvoller Baudenkmäler und einer heimelig-trauten Atmosphäre. Dieses Kapital ist nicht ungeschmälert auf unsere Tage gekommen. Der ruinenhafte Zustand der Burg ist nicht das Ergebnis kriegerischer Handlungen, sondern eines geldgierigen Vandalenaktes, der 1820 zum Verkauf der Burg auf Abbruch führte. Auch sonst erfolgten mancherlei unbedachte Eingriffe in das Stadtbild. Heute aber scheint man sich auf den

Wert dieses Kapitals besonnen zu haben. Mit Liebe und Sachkenntnis mühen sich Behörden, Verkehrsverein und Private, das Stadtbild unversehrt zu erhalten. Strenge Bestimmungen sichern die Erhaltung der alten Bausubstanz. Verfallenes und Zerstörtes wird unter sachkundiger Leitung wieder aufgebaut. Die Stadtmauer wird wieder neu gefügt und ergänzt. Der stimmungsvolle Kreuzgang an der Trinitarierkirche wurde freigelegt. So entstand ein Refugium der Stille und der Besinnung, das in den Tagen hektischer Betriebsamkeit des Fremdenverkehrs besonders geschätzt wird. Auch der Dickgarten ist eine solche Stätte des Friedens und der Besinnlichkeit.

Vianden ist gerüstet, die Fremden zu empfangen. Es verfügt über 600 Hotelbetten, kann auf seinen Campingplätzen 2.300 Zeltler unterbringen und in seinen Ferienwohnungen 300 Gäste aufnehmen. Außerdem stehen über 250 Privatzimmer bereit. Die Jugendherberge, die sich seit Jahren als viel zu klein erweist, soll nun endlich erweitert und modernisiert werden. Dem Fremden wird ein ausgedehntes Netz an Spazier- und Wanderwegen in der näheren und weiteren Umgebung geboten, desgleichen ein modernes Schwimmbad.

Der Fremdenverkehr bringt es mit sich, daß sich die Einwohnerzahl des Städtchens in den Sommermonaten verdreifacht und, zählt man den Durchgangsverkehr an Sommersonntagen hinzu, bis zu verzehnfacht. So gibt es keinen schärferen Kontrast als den zwischen der winterlichen Verschlafenheit und der sommer-

lichen Betriebsamkeit in den engen Gassen. Das Wirtschaftsleben der Stadt zeigt ein entsprechendes Auf- und Abwogen. Der Umsatz des Einzelhandels vervierfacht sich in den Sommermonaten gegenüber den Zeiten der Winterstille. Viele Gaststätten und einzelne Läden schließen außerhalb der Saison, ja, es ist nicht ganz einfach, an einem Winterwerktag in einer Viandener Gaststätte ein Mittags- oder Abendessen zu erhalten. Eine Ausdehnung der Saison auf die oft sehr schönen Frühlingssmonate und die sonnigen Herbstwochen würde viel zur Abflachung der Saisonspitzen beitragen und es ermöglichen, die Fixkosten auf einen größeren Umsatz zu verteilen.

Kühlschränke

Die traditionelle Viandener Industrie, die vornehmlich aus Gerbereien bestand, ist völlig ausgestorben. So wäre ein dramatischer Bevölkerungsschwund sicher gewesen, verursacht durch den Rückgang an Beschäftigungsmöglichkeiten und der hieraus resultierenden Abwanderung der Jugendlichen und eine Überalterung des Volkkörpers, hätten nicht neue Initiativen für vollwertigen Ersatz gesorgt.

Eine Kühlschrankfabrik wurde mehrere Jahre nach dem Krieg gegründet. Sie hat seither den Besitzer gewechselt und den Namen und das Fabrikationsprogramm geändert. Heute funktioniert sie unter dem Namen Kreft, beschäftigt 160 Personen, darunter etwa die Hälfte deutsche Grenzgänger aus einem Umkreis von 20 km maximaler Entfernung. Sie erzeugt vor allem kleinformatige Kühlschränke, die in großen Mengen nach Frankreich, Italien, Deutschland, den Niederlanden, Belgien, den USA, Australien und Südafrika exportiert



Besuch des Großherzogs in der Kühlschrankfabrik Kreft.

werden. Sie sind vor allem für den Einbau in Wohnwagen, Wochenendhäuser, Hotelzimmer und dgl. bestimmt. Vor kurzem hat die Viandener Fabrik ihre Produktionsmöglichkeiten durch den Bau einer neuen Halle beträchtlich erweitert. Es handelt sich um einen dynamischen Betrieb mit großer Zukunft.

Spitzenstrom

Einzigartig im Gefüge der europäischen Elektrizitätswirtschaft ist das Spitzenkraftwerk von Vianden. Es bringt der Gemeinde Vianden hohe Gewerbesteuer-einnahmen und beschäftigt etwa 120 Personen.

Die Idee einer Wasserkraftgewinnung im Ourtal war nach dem Zweiten Weltkrieg von der luxemburgischen Regierung wieder aufgegriffen worden. Im Mai 1951 wurde zur Fortführung der notwendigen Planungsarbeiten die «Société Electrique de l'Our» (SEO) gegründet, unter Beteili-

gung von Aktionären aus Luxemburg, Deutschland, der Schweiz, Belgien und Holland. Die jetzigen Hauptaktionäre sind der luxemburgische Staat und das Rheinisch-Westfälische Elektrizitätswerk A.G. (RWE).

Nachdem die Arbeiten im Herbst 1959 begonnen hatten, steht die ganze Anlage seit Mai 1964 dem europäischen Verbundnetz zur Verfügung.

Gegenstand des Viandener Werks ist die Umwandlung billiger Überschussenergie aus der Schwachlastzeit in hochwertigen Spitzenstrom. Elektrische Energie läßt sich nicht speichern, wohl aber die Wassermengen, die zur Erzeugung dieser Energie dienen. Daher wird mit billigem Überschussstrom Wasser aus der Our in das auf dem Nikolausberg gelegene Oberbecken gepumpt. Zur Zeit der Bedarfsspitze wird dieses Wasser abgelassen. Unter Ausnutzung des Höhenunterschiedes von 280 m erzeugen die Riesenturbinen in der Kaverne Spitzenstrom.

Die zum Hochpumpen benötigte Energiemenge übersteigt die Menge des erzeugten Spitzenstroms, doch beträgt der Preis des Spitzenstroms ein Mehrfaches desjenigen, der zum Pumpen benötigt wird. Das Wertverhältnis beläuft sich auf etwa 1:4. 1974 verbrauchte das Pumpspeicherwerk 1.159 GWh und liefert dafür 836 GWh Spitzenstrom, der über die Leitungen des RWE ins europäische Verbundnetz gelangte. Das Pumpspeicherwerk ist in weiterem Ausbau begriffen.

Durch die Inbetriebnahme einer 10. Maschinengruppe in einem gesonderten Schachtkraftwerk wird die installierte Turbinenleistung um 230 MW auf 1.130 MW Gesamtleistung erweitert; die Pumpenleistung erhöht sich um 210 MW auf insgesamt 830 MW.

Die Bevölkerungsentwicklung der Gemeinde Vianden

1821	1440 Einwohner
1851	1530 Einwohner
1900	1241 Einwohner
1910	1178 Einwohner
1922	1074 Einwohner
1935	1110 Einwohner
1947	1111 Einwohner
1960	1605 Einwohner
1970	1521 Einwohner

1821/1851	Zunahme	6,25 %
1851/1922	Rückgang	29,80 %
1922/1970	Zunahme	41,62 %
1947/1970	Zunahme	36,90 %

Luftbild des Speicherwerks der SEO in der Ardennenlandschaft bei Vianden.



Sie fragen... wir antworten

Unter dieser Rubrik erteilen wir Auskünfte über Fragen, die oft an die Rechtsberatungsstelle unserer Handelskammer gerichtet werden. Sollten Sie eine Frage stellen, die für unsere Mitglieder von allgemeiner Bedeutung ist, so werden wir uns bemühen, Ihre Frage und unsere Antwort schriftlich wiederzugeben. Telefonische Auskunft können Sie ohnehin von unserer Beratungsstelle erbitten.

Ich bin Gewerbetreibender und beschäftige meine Kinder in meinem Betrieb. Darf ich den Lohn, den ich ihnen auszahle, auf meiner Steuererklärung als Betriebsausgabe (dépense d'exploitation) eintragen?

Sie dürfen dies tun, wenn Sie folgende Voraussetzungen erfüllen:

– der Lohn Ihrer Kinder muß ein tatsächlicher, kein fiktiver Lohn sein und die Kinder müssen wirklich eine entsprechende Arbeit im Betrieb leisten;

– der Lohn der Kinder darf nicht über demjenigen liegen, den ein Außenstehender für eine vergleichbare Arbeit erhalten würde;

– die gesetzlich vorgeschriebenen Abzüge und Beiträge müssen abgeführt worden sein.

(Siehe Artikel 46, Absatz 3, der Gesetzgebung zur Einkommenssteuer.)

Wenn ich als Gewerbetreibender den Dienstvertrag eines meiner Angestellten aufkündigen will, welche ist dann die Aufkündigungsfrist (délai de préavis)?

Die Aufkündigungsfrist hängt von der Dienstzeit des Angestellten ab. Ist er in Ihrem Betrieb seit weniger als 5 Jahren beschäftigt, so beträgt die Frist 2 Monate. Arbeitet er bei Ihnen seit 5 bis 10 Jahren, dauert die Frist 4 Monate. Wenn die Dienstzeit sich auf 10 Jahre und mehr beläuft, umfaßt die Frist 6 Monate. Die Kündigung ist dem Angestellten per eingeschriebenen Brief mitzuteilen.

Wenn der Angestellte selbst seinen Dienstvertrag aufkündigt: gelten dann dieselben Fristen?

Nein, in diesem Fall sind die oben genannten Fristen um jeweils die Hälfte zu kürzen und dauern in derselben Reihenfolge 1, 2 oder 3 Monate. Der Angestellte muß seinem Arbeitgeber die Kündigung per eingeschriebenen Brief mitteilen. Übrigens: sämtliche Fristen beginnen erst seit dem fünfzehnten oder letzten Tag des Monats.

Weitere Änderungen beziehen sich auf die Festlegung der Netto-Krankenentschädigung und auf die Schaffung zusätzlicher Staatsbeamten-Stellen.

Die Handelskammer unterstreicht energisch das im Wirtschafts- und Sozialrat zwischen den Sozialpartnern erzielte Abkommen, nach dem der erste Krankheitstag nicht Anlaß zu einer Geldentschädigung geben sollte. Nach Ansicht der Handelskammer sollte das Gesetz vom 2. Mai 1974 in einem entsprechenden Sinn abgeändert werden, wodurch eine gleiche Behandlung aller Versicherten und ein Beitrag zur Gesundung der Krankenkassen geleistet würde. Die zusätzliche finanzielle Belastung der Krankenkassen beläuft sich auf Hunderte von Millionen, und die Handelskammer kann keine Verantwortung mitübernehmen für irgendwelche Ausdehnung der Krankenkassen-Leistungen. Die vorgesehene Maßnahme würde dem Absenteismus Vorschub leisten, der nach Inkrafttreten der Krankenkassen-Reform in bestimmten Kassen um 50 % zugenommen hat, um von 3,8 auf 5,8 anzusteigen. Die neue Maßnahme könnte den Absenteismus über 6 % hinaus zunehmen lassen und die betriebsinterne Arbeit der Unternehmen würde ungebührlich stark gestört.

30. Mai 1975

Gesetzprojekt betr. Verlängerung der Mandatsdauer bei verschiedenen Sozialinstitutionen

Das (inzwischen von der Abgeordnetenversammlung verabschiedete) Gesetzprojekt verfolgt den Zweck, die Mandatsdauer der Vertreter der Unfallversicherung und der Alter- und Invalidenversicherung sowie der Versicherten-Vertreter bei dem Schiedsgericht und bei dem Obersten Schiedsgericht der Sozialversicherungen von vier auf fünf Jahre zu verlängern. Außerdem ist vorgesehen, daß Vertreter der Versicherten in den leitenden Organen der genannten Sozialversicherungen Mitglieder sein können.

Die Handelskammer beurteilt die Verlängerung der Mandate als eine logische Maßnahme. Zu der vorgesehenen Vertretung der Versicherten durch Gewerkschaftsvertreter hat die Handelskammer keine fundamentalen Bedenken; sie ist jedoch der Ansicht, daß die Teilnahme der Versicherten-Delegierten auch in Zukunft berechtigt und sogar unbedingt notwendig ist, weil diese bisher immer Kompetenz bewiesen haben und in den Unternehmen in direktem Kontakt zu den Versicherungs-Problemen arbeiten.

6. Juni 1975

Projekt eines großherzoglichen Reglementes zwecks Ausführung der EG-Kommissions-Direktive vom 12. Juni 1974 betr. Anpassung an den technischen Fortschritt der Ministerrats-Direktive vom 26. Juli 1971 zur Angleichung der Gesetzgebungen der Mitgliedstaaten betr. die Gasvolumenzähler.

8. Juni 1975

Veränderter Vorschlag einer vierten EG-Ministerrats-Direktive zur Koordinierung der nationalen Gesetzgebungen betr. die Jahres-

Die neue Urlaubsregelung

	5½-Tage-Woche	5-Tage-Woche 1974	5-Tage-Woche
Alter:	bis 1974:	(theoretisch):	ab 1.1.1975:
weniger als 18 Jahre	24 Ferientage	22 Ferientage	22 Ferientage
18-30	18	16½	20
30-38	21	19½	20
mehr als 38	24	22	22

Vor den Sommerferien hat die Abgeordnetenversammlung ein neues Urlaubsgesetz verabschiedet. Die alte Regelung ging davon aus, daß in einer Arbeitswoche fünfeinhalb Tage gearbeitet wurde. Die Neuordnung dagegen ist auf der 5-Tage-Woche aufgebaut.

Durch diese Änderung sind viele Leute verwirrt und glauben, jetzt weniger Urlaub beanspruchen zu dürfen. Dem ist aber nicht so:

– Pro Woche wird ein halber Tag gewonnen.

– Wäre schon vorher nur an 5 Tagen pro Woche gearbeitet worden, hätte die Zahl der Ferientage der dritten Kolonne entsprochen (siehe oben). Vergleicht man nun diese Kolonne mit der vierten, jetzt gültigen, so ergibt sich, daß die Arbeitnehmer zwischen 18 und 38 Jahren mehr Urlaub als bisher erhalten. Für ihre jüngeren und älteren Kollegen ändert sich nichts.

bilanzen der Kapitalgesellschaften.

24. Juni 1975

Verlängerung einer zeitlich begrenzten steuerlichen Begünstigung der Investitionen

Der Finanzminister hat die Handelskammer mit einem Projekt zu einem großherzoglichen Reglement befaßt, das eine Verlängerung des Gesetzes vom 9. April 1973 betr. eine zeitlich begrenzte steuerliche Begünstigung der Investitionen vorsieht. Diese Begünstigung gilt für höchstens zwei Jahre, gemäß Paragraph 13 des erwähnten Gesetzes, der eine solche Verlängerung ermöglicht, falls die Konjunktur sie verlangt und der Staatsrat dazu Stellung genommen hat.

Insgesamt stimmt die Handelskammer der Verlängerung der Steuervergünstigungsmaßnahmen zu, selbst wenn diese nur Teil-

gebiete und Zusatzinvestitionen betreffen. In der gegenwärtigen wirtschaftlichen Lage bejaht die Handelskammer Initiativen, welche die Anschaffung modernerer und rationeller Anlagen erleichtern und damit die Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen wie auch die Beschäftigung der Arbeitnehmer gewährleisten. Das eingangs genannte Gesetz sowie das Gesetz vom 28. Juli 1973 betr. eine Förderung der wirtschaftlichen Expansion und eine Verbesserung der Struktur und des regionalen Gleichgewichts der luxemburgischen Wirtschaft haben bislang vor allem Zusatzinvestitionen neuer Unternehmen begünstigt. Zudem sollte durch das Gesetz vom 28. Juli 1973 eine strengere Selektivität nach Kriterien der Rationalisierung und Modernisierung für die Begünstigung neuer Tätigkeiten eingeführt werden. Die Regierung will auch weiterhin in dieser Richtung wirken und findet dabei die Zustimmung der Handelskammer. Allerdings möchte letztere das Hauptgewicht bei der Weiterführung der investitionsfördernden Maßnahmen auf die Erhaltung des bestehenden Potentials und auf die Neuorientierung der sich in Struktur-schwierigkeiten befindenden Unternehmen verlagert sehen.

Die Handelskammer weist jedoch darauf hin, daß die im Gesetz vom 9. April 1973 vorgesehenen steuerlichen Vergünstigungs-sätze zu einer die Vollbeschäftigung sichernden Förderung des bestehenden Wirtschaftspotentials nicht ausreichen, sondern angehoben werden müßten.

Dennoch vertritt sie die Ansicht, daß eine Verlängerung der Steuerunterstützung der Investitionen wünschenswert bleibt, da diese den kleinen Industrie- und Handelsunternehmen helfen würde, ihre Betriebe zu rationalisieren und ihre Strukturschwächen zu überwinden. Obwohl die Handelskammer eine einfache Erneuerung des Gesetzes vom 9. April 1973 für ungenügend hält, stimmt sie diesem Projekt zu.

Gutachten der Handelskammer

Fortsetzung von Seite 3

ein außerordentlich positives Element des Gesetzesvorschlages darstellt. Die gleiche Feststellung gilt für die Verpflichtung, das Mittelstandsministerium über Änderungen in der Zusammensetzung von leitenden Organen einer Handelsgesellschaft zu informieren.

Insgesamt gesehen begrüßt die Handelskammer die in dem Gesetzprojekt vorgesehenen Verbesserungen, bedauert jedoch den Umstand, daß eine klare Abgrenzung zwischen Industrie- und Handelsunternehmen einerseits und Handwerksunternehmen andererseits nicht vorgenommen wird.

24. April 1975

Neuregelung der gesetzlichen Feiertage

Die Regierung hat bereits am 4. Dezember 1973 von der Handelskammer begutachtete Reformprojekte auf diesem Gebiet in einigen Punkten abgeändert: Die Ausnahmeregelung für das Hauspersonal und für das Personal der Familienunternehmen in der Landwirtschaft und im Weinbau wurde gestrichen; die entlohnte Arbeit an gesetzlichen Feiertagen wird einer vorherigen schriftlichen Ermächtigung des Arbeitsministers unterworfen und der Arbeitgeber wird dazu angehalten, die an einem gesetzlichen Feiertag geleisteten Arbeitsstunden in einem Spezialregister einzutragen.

Die Handelskammer stellt fest, daß das abgeänderte Gesetzprojekt ihren früheren Bedenken keineswegs Rechnung trägt.

Nicht nur werden die Absichten des Gesetzgebers von 1974 weiterhin mißachtet, aber den Unternehmen werden weitere lästige Verwaltungsaufgaben aufgezungen. Was Sinn und Grundlage der Gesetzgebung angeht, verändert das Gesetzprojekt die ursprüngliche Zielsetzung vollständig, indem der Jahresurlaub einfachhin ausgedehnt wird; der neue Text steht im Widerspruch zu einem diesbezüglichen Urteil des Kassationsgerichtshofes. Die zusätzliche Verwaltungsarbeit wird vor allem die kleinen und mittleren Unternehmen belasten, und ihrer Schlußfolgerung lehnt die Handelskammer das Gesetzprojekt als unbegründet, unberechtigt und diskriminatorisch ab.

16. Mai 1975

Projekt eines großherzoglichen Reglementes, das die strafrechtlichen Sanktionen für Verstöße gegen die EG-Bestimmungen auf folgenden Gebieten festlegt:

1. Pflanzen und Gemüse, lebende Pflanzen und Produkte der Blumenzüchtereier;
2. Eier, Bruteier und Geflügel-Jungtiere.

16. Mai 1975

Großherzogliches Reglement betr. die eßbaren Mehle.

30. Mai 1975

Geplante Änderungen an der Gesetzgebung über die Krankenkassen-Leistungen

Das Gesetzprojekt sieht vor allem vor, daß derjenige Arbeitnehmer, der nach Erscheinen am Arbeitsplatz wegen Unwohlsein nach Hause zurückkehren muß, die Krankheitsentschädigung für den ersten Krankheitstag beziehen soll.

Ce premier numéro du Bulletin de la Chambre de Commerce paraît sans publicité. Les colonnes des numéros suivants seront cependant ouvertes aux annonces publicitaires. Pénétrant dans 10.000 entreprises luxembourgeoises qui, dans leur grande majorité sont autant des foyers familiaux et représentent un pouvoir d'achat élevé,

Merkur DE LETZBURGER

constitue un support publicitaire de tout premier ordre, tant pour les éléments d'équipements que pour les biens de consommation et les services.

Vous devez à votre entreprise de figurer au prochain numéro. Pour obtenir le tarif et tous les renseignements complémentaires, adressez-vous à la Chambre de Commerce, 10 bd Roosevelt, Luxembourg, tél. 472041.